Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Il existe une priorité, l'emploi : Il faut inverser les finalités économiques, les mettre au service de l'homme. Nous le démontrons : on peut créer des emplois, boucher les déficits, développer les acquis sociaux, préserver l'écologie à condition de ne pas brûler notre appareil productif sur l'autel de « l'argent-roi ». C'est cela **une politique de gauche.**

Il existe des valeurs de gauche incontournables à défendre :

- **Un enseignement** pour tous moderne, efficace, laïque et gratuit, y compris dans le supérieur, qui n'hypothèque pas le budget des familles comme le font les instituts privés actuels.
- **Les libertés** mises à mal par un patronat (y compris nationalisé) qui n'hésite pas à faire condamner par les tribunaux, comme des malfaiteurs, ceux qui mettent en échec ses objectifs.
- **Le droit de vivre au pays,** le refus de la désertification de l'Aveyron, décidée par Bruxelles, le « tout tourisme » sans avenir au mépris de nos paysans (PAC-GATT) et de nos entreprises.

C'est pour cela que moi M. Guy DRILLIN, conseiller d'Onet et du Districk du Grand Rodez, et mon suppléant **Alain PUECH,** l'un des « cinq » d'EDF, n'ont pas attendu ces élections pour œuvrer contre cette politique aberrante, leurs actions sont soutenues par la population.

Nous ne sommes pas seuls, les communistes, à lutter et à vouloir une autre politique. Sachant qu'avec la droite il y aurait encore aggravation et que le gouvernement socialiste a tourné le dos à ces valeurs de gauche, les électeurs sont nombreux à affirmer leur volonté de changement malgré leurs désillusions. Notre Parti, par contre, est le seul à proposer une politique neuve. C'est de la force qu'il représentera que se créeront de nouvelles possibilités de rassemblement.

Il n'existera pas, le 21 mars **de vote refuges du mécontentement** tels le vote écologiste ou chasse-pêche-tradition. Ces idées sont respectables et utiles mais les dirigeants nationaux n'ont pas hésité à soutenir la droite dans notre région et répètent à l'envie qu'ils sont prêts à gouverner avec elle ou avec n'importe quel gouvernement centriste dont vous faites déjà l'expérience.

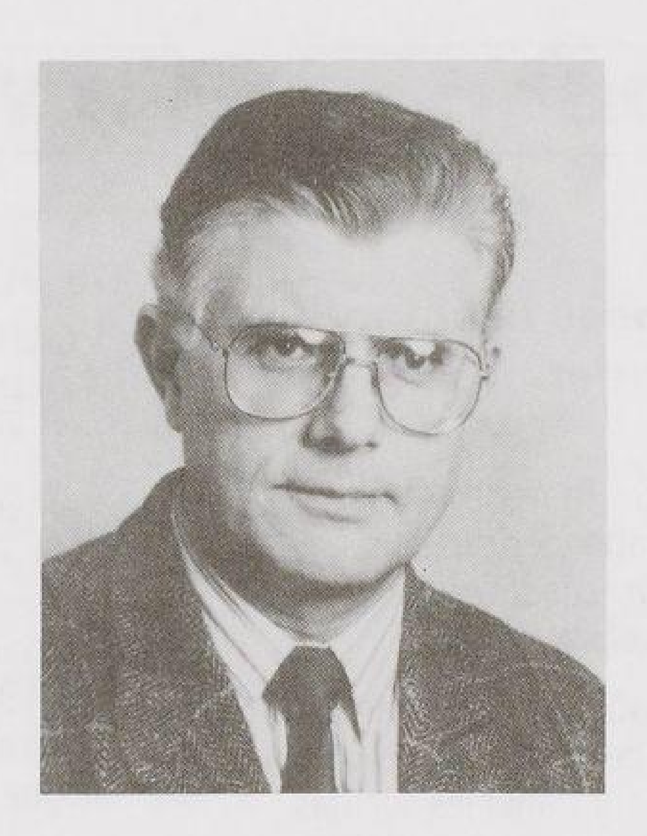
Seul, le vote communiste sera donc utile pour affirmer, face à la résistible montée de la droite, votre réelle volonté de faire du neuf. C'est ainsi que nous le considérerons, sans nous l'approprier de façon exclusive.

Utiliser le vote communiste, sera voter à GAUCHE, ce sera vous donner les moyens d'une politique nouvelle pour votre pays.

MIDI-PYRÉNÉES IMPRESSION - RC Toulouse 86 B 579 - Tél. 61 44 11 12

Vu, les candidats.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1993 - DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON
CIRCONSCRIPTION DE RODEZ



Guy DRILLIN
50 ans - Professeur
Conseiller municipal à Onet le Château
Conseiller du District du grand Rodez



Alain PUECH
40 ans - Agent EDF
Militant syndical

CANDIDATS DU RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE ET DE PROGRÈS

présentés par le

Parti Communiste Français

POUR CHANGER DE POLITIQUE

LE 21 MARS

POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE : C'EST POSSIBLE

CRÉER DES EMPLOIS

Selon un rapport officiel, réduire de 1 % la durée du travail sans diminution de salaire permettrait de créer 500.000 emplois.

1.200 milliards de profits en 1992 ! C'est ce qu'ont réalisés les 150 premières entreprises françaises.

...car d'immenses besoins sont à satisfaire

LOGEMENTS : Bien des familles, des jeunes, attendent depuis des années. *Pour construire, il faut créer des emplois.*

ENVIRONNEMENT : On manque d'ouvriers, de techniciens, de chercheurs pour traiter les déchets industriels, ménagers, hospitaliers et les eaux usées et prévenir certains accidents. Il y a des filières nouvelles à créer. *Pour l'environnement il faut créer des emplois.*

SERVICES PUBLICS : Partout les directions n'ont qu'une règle : réduire les effectifs. Mais les machines ne remplaceront jamais le contact humain. *Pour répondre à l'attente des usagers, il faut créer des emplois.*

...car de l'argent, il y en a :
IL FAUT L'UTILISER AUTREMENT

En France depuis 1992 les sommes brassées en Bourse ont été multipliées par 4,5 !

L'investissement productif créateur d'emploi recule de – 3 % en 1 an.

SPÉCULER OU CRÉER DES EMPLOIS, IL FAUT CHOISIR

VIVRE MIEUX

DE BONS SALAIRES POUR UNE BONNE ÉCONOMIE

Augmenter les salaires mettrait en cause la « compétitivité » de nos entreprises ? Faux : les entreprises allemandes sont compétitives, et... en 1992 les coûts salariaux ont progressé trois fois plus en Allemagne qu'en France !

LES PETITES ENTREPRISES peuvent-elles augmenter les salaires ? Oui, en les protégeant contre les prélèvements que leur font subir les grandes banques, et avec une réforme de la fiscalité qui pèse sur elles.

A NOTRE ÉPOQUE, UN SALAIRE MINIMUM MENSUEL A 7.500 F, CE SERAIT JUSTICE. On peut avancer dans cette voie : éliminer la pratique des salaires inférieurs au SMIC ; relever prioritairement les bas et moyens salaires ; indexer les salaires sur les prix. A travail égal, salaire égal.

POUR FINANCER ET AUGMENTER LE RMI
Multiplier par quatre l'impôt sur les grandes fortunes.
Il n'en coûterait aux milliardaires que 1 % de leurs fortunes !

100.000 emplois créés = 7 milliards de plus pour la Sécurité Sociale

1 % d'augmentation des salaires = 9 milliards de plus

Passer les revenus financiers aux mêmes taux que les cotisations retenues aux salariés = 65 milliards

POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE les moyens existent pour que la Sécurité Sociale retrouve pleinement sa vocation à assurer les droits à la santé, à une retraite décente, à une bonne politique familiale.

ASSEMBLÉE NATIONALE QUELQUES VOTES IMPORTANTS

Séance du 22 décembre 1989
AMNISTIE DES AUTEURS DE FAUSSES FACTURES
- Pour l'adoption : 277 (dont 272 socialistes).
- Contre : 27 communistes et 1 non-inscrit.
- Non-votants : RPR, UDF, Centristes et 10 non-inscrits.

●

Séance du 16 janvier 1991
INTERVENTION DE LA FRANCE DANS LA GUERRE DU GOLFE
- Pour l'adoption : 523.
- Contre : 43 (dont 26 communistes).

●

Séance du 19 novembre 1990
MOTION DE CENSURE SUR CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG)
- Majorité requise : 289.
- Pour l'adoption : 284 (dont les 25 voix du groupe communiste).

●

Séance du 1er juin 1992
MOTION DE CENSURE SUR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE
- Majorité requise : 289.
- Pour l'adoption : 286 (dont les 25 voix du groupe communiste).

●

Séance du 28 juin 1990
PROPOSITION DE LOI CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LA XÉNOPHOBIE (Loi Gayssot)
- Pour l'adoption : 308 (PC + PS + 11 non-inscrits).
- Contre : 265 (RPR + UDF + Centristes + 11 non-inscrits).

●

Séance du 11 décembre 1989
AMENDEMENT COMMUNISTE SUR LA RÉDUCTION DU TRAVAIL A 35 H/SEMAINE
- Pour l'adoption : 27 (communistes + 1 non-inscrit).
- Contre : 544 (PS + RPR + UDF + UDC + non-inscrits ; les fervents du « partage du travail »).

●

Séance décembre 1992
DEUX AMENDEMENTS D'INITIATIVE COMMUNISTE PORTANT
- L'un sur la procédure de licenciement rendue « nulle et de nul effet » tant qu'un plan visant au reclassement des salariés s'intégrant au plan social n'est pas présenté.
- L'autre sur la création d'une commission départementale chargée de contrôler l'utilisation des fonds publics **ont été adoptés** (majorité PS + PCF).